



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 17 AOÛT 2016

Théophile Kinda : *mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Hier, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est déclaré consterné par le massacre des civils perpétré ce samedi 13 août non loin du village de Rwangoma, province du Nord Kivu de la RDC, par des membres présumés des Forces de défense alliées (ADF).

Ban Ki-moon a condamné dans les termes les plus forts cette dernière attaque dans le territoire de Beni où, depuis octobre 2014, des centaines de civils ont été tués par des membres présumés de l'ADF.

Le Secrétaire général présente ses condoléances aux familles des victimes et au gouvernement de la République démocratique du Congo. Il demande que les responsables de cette attaque soient traduits en justice. Il réitère l'engagement des Nations Unies à soutenir les autorités de la RDC dans leurs efforts pour faire face aux menaces des groupes armés et faire cesser l'impunité, en conformité avec le mandat de la MONUSCO.

De son côté, le conseil de sécurité a également condamné dans termes très forts le massacre des civils et exprime sa profonde préoccupation face à la persistance des violences dans cette région où plus de 700 civils ont été tués depuis octobre 2014.

Activités des composantes de la MONUSCO

Protection de l'enfant :

Durant le mois de juillet 2016, la Section Protection de l'enfant de la MONUSCO a enregistré 155 enfants dont 113 garçons et 42 filles qui ont été victimes de violations graves de leurs droits fondamentaux dans le contexte du conflit armé qui prévaut en République démocratique du Congo.

Plus de 70% des violations commises contre les enfants sont des cas de recrutement et d'utilisation des enfants par les groupes armés. En effet, parmi les 155 cas documentés, 115 enfants (y compris 11 filles) ont été séparés ou se sont échappés des groupes armés. L'âge de ces enfants est compris entre 9 et 17 ans.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Cinquante d'entre eux étaient associés au groupe armé FRPI (43%). Les groupes armés Nyatura et UPDI sont respectivement responsables de 14% et 9% des recrutements d'enfants. Les 34% restants sont attribués aux autres groupes armés à savoir les Mayi-Mayi Yira, Rahiya Mutomboki, NDC Rénové, FPD, FDLR/ FOCA, FDLR/ RUD, Mayi-Mayi Kifuafua, NDC/ Cheka, MAC, FNL et les Mayi-Mayi Simba.

Les autres violations graves des droits de l'enfant concernent les cas de violences sexuelles (24 filles victimes), meurtre (5 garçons et 1 fille victimes), mutilation (2 garçons et 1 fille victime), enlèvement (cinq filles et deux garçons victimes) et occupation d'une école.

La Section Protection de l'enfant de la MONUSCO s'indigne devant le massacre de population civile survenu dans la nuit du 13 au 14 août 2016 à Beni dans le village de Rwangoma par des présumés éléments de l'ADF.

Parmi les corps sans vie trouvés à l'hôpital général de référence de Béni, la Section a vérifié la présence des corps d'une fille de 14 ans et un garçon de 16 ans taillés à la machette. La Section est gravement préoccupée par la menace que font peser les activités négatives des groupes armés sur la sécurité des populations en général et des enfants en particulier.

Elle engage instamment tous les groupes armés à mettre immédiatement un terme aux violations graves à l'encontre des enfants et à respecter le droit international humanitaire et les droits de l'enfant. La Section précise, par ailleurs, que les personnes responsables de violations graves des droits de l'enfant rendront des comptes devant les instances de justices compétentes. De tels actes ne sauraient rester impunis.

Information publique :

La Division de l'Information publique de la MONUSCO appuie l'organisation de la deuxième édition du Festival international de musique chorale « Nuits des chœurs de Kinshasa », organisé par l'association culturelle « Les Cultarts », du 19 au 21 août 2016, à la Place des évolués de Kinshasa.

Ce festival va réunir 15 meilleurs chorales de la RDC et d'ailleurs avec comme thème : Je chante pour la paix ». La chorale de la MONUSCO « Peace and love » participera également à ce festival.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Activités de l'Equipe-pays

Journée mondiale de l'aide humanitaire (19 août 2016)

Points clés de l'intervention du Dr Mamadou Diallo, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Coordonnateur humanitaire, Coordonnateur résident.

A propos de la journée mondiale humanitaire :

- La Journée mondiale de l'aide humanitaire est l'occasion de rendre hommage aux hommes et femmes qui, chaque jour dans le monde, font face au danger et à l'adversité pour aider les plus vulnérables. La date du 19 août a été choisie par l'Assemblée générale des Nations Unies en référence à l'attentat aux quartiers généraux des Nations Unies à Bagdad en Irak le 19 août 2003, où 22 personnes avaient perdu la vie.
- Le thème de cette année est « Une seule humanité ». Ce thème cherche à inspirer les citoyens du monde à continuer d'exiger des mesures pour atteindre et soutenir les personnes les plus vulnérables ayant besoin d'aide humanitaire.
- Dans la continuité du Sommet mondial humanitaire, le monde s'est engagé à se mobiliser pour apporter assistance et sauver la vie de quelque 130 millions de personnes dans le besoin à travers le monde.
- Extraits du message du Secrétaire général :
 - « Chaque année, la Journée mondiale de l'aide humanitaire nous rappelle qu'il faut agir pour alléger les souffrances d'autrui.
 - « Derrière les statistiques [nombre de réfugiés] se cachent des individus, des familles et des communautés dont les vies ont été détruites. Il s'agit de gens ordinaires : des enfants, des femmes et des hommes, obligés quotidiennement faire des choix impossibles. »
 - « Les solutions aux crises qui ont plongé ces personnes dans des situations extrêmement difficiles ne sont ni simples, ni rapides. Mais nous pouvons tous agir – aujourd'hui, et chaque jour. Nous pouvons faire preuve de compassion, nous pouvons protester contre l'injustice, et nous pouvons nous employer à changer les choses. »
 - « Mettant l'accent sur les droits de l'homme, la résilience et l'élimination de la pauvreté, les 17 objectifs mondiaux de développement durable constituent un plan sur 15 ans pour réduire les besoins et la vulnérabilité et favoriser l'avènement d'un monde de paix, de dignité et de possibilités pour tous. Pour que cette aventure collective soit un succès, chacun doit jouer son rôle. Chacun d'entre nous peut influencer sur le cours des choses. En cette Journée mondiale de l'aide humanitaire, unissons-nous au nom de l'humanité et montrons que nous ne pouvons laisser, et ne laisserons, personne de côté. »

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

A propos de la crise en RDC :

- Depuis près de 20 ans, la RDC vit une crise humanitaire multiple et complexe. Le plan d'action humanitaire estime qu'en 2016 plus de 7,5 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire.
- La détérioration sécuritaire dans plusieurs territoires et le démantèlement forcé des camps/sites de déplacés a suscité de nouveaux mouvements de population ainsi que la destruction ou la perte massive de biens et services de base. Les provinces de l'est de la RDC comptent 1,7 million de personnes en situation de déplacement, dont 80 % sont des femmes et des enfants. La problématique des déplacements constitue à elle seule 60 % des besoins d'assistance humanitaire toujours grandissants.
- Dans les zones de déplacement, l'accès à l'eau, l'alimentation, les soins de santé et l'éducation est difficile. La difficulté d'accéder aux champs et autres moyens de subsistance contribue à accentuer le cycle de pauvreté dans les zones touchées.
- Une augmentation significative des inondations dans les provinces de l'Equateur, ex-Katanga, Maniema, Mongala et Mai-Ndombe, Nord Kivu et Tshopo, mais également le retour tardif des pluies et l'invasion des criquets dans les provinces du Haut Lomami, Tanganyika, Maniema, Equateur, Mongala, Haut Uele ont été à la base d'une flambée de choléra, de l'augmentation de l'insécurité alimentaire, de la destruction d'infrastructures dans plusieurs territoires de la RDC.
- Entre janvier et juin 2016, les interventions des acteurs humanitaires ont atteint 1,3 million de personnes.
- 382 561 réfugiés se trouvent actuellement sur le territoire de la RDC dont 94 632 centrafricains, 28 627 burundais et 12 912 sud-soudanais. (plus de 21 millions dans le monde)
- Le plan d'action humanitaire de la RDC requiert des financements à hauteur de 690 millions de dollars américains. A ce jour, un peu moins d'un tiers est financé.

Les défis de l'assistance humanitaire :

- L'assistance humanitaire en RDC fait face à plusieurs défis de taille. La multiplication des conflits armés entraîne des déplacements de population presque quotidiens.
- Les ONG font face à un défi sécuritaire réel dans les provinces du Nord et Sud-Kivu, limitant leur champ d'intervention dans les zones d'opération et privant des milliers de bénéficiaires d'une assistance vitale. Cette semaine nous déplorons un 8^e cas d'enlèvement d'humanitaire au Nord-Kivu. Depuis 2015, il s'observe une augmentation inquiétante des attaques contre les humanitaires, en particulier les embuscades et enlèvements.
- Il est primordial de pouvoir garantir aux humanitaires opérants dans les zones en conflit un accès sans entrave aux personnes vulnérables. Toute entrave physique ou autre à l'assistance humanitaire signifie que les populations dans le besoin n'ont pas accès à l'assistance dont ils ont besoin.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Respect des principes humanitaires :

- Toutes nos interventions sont basées sur les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Ceci implique la notion fondamentale que la souffrance humaine doit être abordée partout où elle se trouve et quelle que soit son affiliation.

Vernissage du recueil national des édits provinciaux adoptés par les Assemblées provinciales et promulgués par les Gouverneurs de provinces de 2006 à 2014

Pour consolider la démocratie et la paix sociale, les textes législatifs et les actes règlementaires émanant des institutions démocratiques provinciales doivent être conformes à la Constitution et aux lois nationales. Mais ils doivent aussi tenir compte du contexte socio-politique des provinces.

Les nouvelles Assemblées des provinces nécessitent un outil de référence pour améliorer la qualité de leur production législative. A cette fin, le Ministère des Relations avec le Parlement a fait éditer un premier recueil national d'édits provinciaux et le rapport d'atelier sur l'étude de conformité des édits à la législation nationale.

Ces publications ont été réalisées grâce à l'appui financier du Royaume de Belgique et avec le soutien technique et financier du Projet d'Appui aux Institutions Démocratiques et aux organisations de la Société civile (PAIDS) du PNUD. Ces documents seront présentés ce vendredi 19 août 2016 au Salon Rouge, Hôtel du gouvernement dans le cadre d'une cérémonie officielle.

Le Fonds central des interventions d'urgence (CERF) vient d'allouer une enveloppe de 11 millions de dollars américains pour répondre à des opérations humanitaires sous-financées en République démocratique du Congo. 9 projets des agences du Système des Nations Unies seront financés.

3,5 millions de dollars de cette somme sont destinés à répondre à la crise des réfugiés sud-soudanais dans le Haut-Uélé, dans plusieurs secteurs notamment celui de la sécurité alimentaire. L'assistance va cibler un total de 12.000 réfugiés sud-soudanais ainsi que 8.000 personnes des communautés d'accueil.

Le reste de l'enveloppe – soit 7,5 millions de dollars – vise l'assistance de quelque 138.000 personnes déplacées suite aux conflits sur l'axe Komanda (Province de l'Ituri) – Petit Nord-Kivu (Lubero, Walikale, Beni). Ces personnes déplacées bénéficieront des projets dans les secteurs de l'éducation, de la nutrition, de la sécurité alimentaire ainsi que des abris et articles ménagers essentiels.

Cette allocation fait partie d'une enveloppe globale de 50 millions pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables notamment les réfugiés, les personnes déplacées internes, les personnes retournées et les communautés d'accueil dans 6 pays : le Tchad, la République Centrafricaine, le Rwanda, l'Erythrée, la République démocratique du Congo et le Yemen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Lieutenant-Colonel **KARIM OUILY**, porte-parole militaire par intérim)

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa et dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo**, a été jugée calme durant la semaine écoulée.

Toutefois **au Kasai Central**, le 8 août 2016, un groupe d'éléments armés non identifiés a lancé une attaque sur la localité de Tshimbulu, située à 80 kilomètres au Sud-est de Kananga, incendié le bureau de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), le commissariat de la police et la résidence du Commandant de la police.

Le bilan de cette attaque fait état de trois (03) assaillants tués. Cinq (05) policiers ont également péri au cours de cet incident. D'autres policiers et des civils ont été aussi blessés.

Des investigations ont été initiées par les autorités officielles, afin d'identifier les responsables et de prendre des mesures idoines.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, une accalmie relative a été rapportée, et ce, suite à la pression militaire exercée par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) engagées dans l'opération dénommée « **Red Kite** » (**Cerf-volant rouge**) avec le soutien de la Force de la MONUSCO, sur les éléments des groupes armés, notamment l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), afin de mettre un terme à leur activisme.

En Ituri, l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force onusienne, les opérations contre les éléments réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), auteurs d'autres exactions contre les populations civiles vivant dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

A cet effet, le 6 août 2016, les troupes des FARDC ont mené conjointement avec les Casques bleus, des opérations aériennes et terrestres dans les régions situées au Sud de la localité de Koni, à 8 kilomètres au Nord-ouest de Gety.

La présence dissuasive des hélicoptères d'attaque de la Force de la MONUSCO a repoussé les insurgés en direction de Koni.

Les Casques bleus du contingent Egyptien de la Force de la MONUSCO ont mené des opérations de bouclage et de ratissage dans les régions situées autour de Koni, et récupéré des effets militaires dans les positions abandonnées par les miliciens.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 10 août 2016, des troupes d'intervention rapide FARDC-MONUSCO ont été promptement projetées dans le village Fungusa, située à 6 kilomètres au Sud-est d'Aveba, où des éléments du FRPI molestaient le chef de cette localité et sa femme pour une présumée collaboration avec les FARDC.

Les deux Forces coalisées ont repoussé les assaillants et sécurisé la région.

Le 15 août 2016, des troupes de l'armée congolaise sont intervenues et ont engagé des éléments du FRPI qui pillaient les localités de Ndrigi, Mandje et Rawmpara, situées respectivement à 17, 20 et 14 kilomètres à l'Ouest de Kasenyi et au Nord-est de Bogoro.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée très préoccupante et tendue durant la semaine écoulée, particulièrement dans le territoire de Beni.

Elle a été marquée par l'activisme de groupes armés rapporté dans le territoire cité supra, ainsi que dans les autres territoires de cette province.

Dans le territoire de Beni, l'environnement sécuritaire a été caractérisé par la poursuite de l'opération dénommée « **Usalama 2** », menée par les FARDC avec le soutien de la Force de la MONUSCO, contre les éléments réfractaires de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF). Mais également, par des attaques meurtrières lancées par les rebelles de ce groupe armé contre les populations civiles dans les localités de la région de Beni.

L'armée congolaise qui poursuit avec le soutien de la Force onusienne ses opérations dans la région du "Triangle", située au Nord-est de Beni, a pendant la période sous examen, poursuivi ses activités militaires dans la localité de Luna, et lancé également une contre-offensive à l'encontre des éléments de l'ADF basés dans la région de Nadui.

En effet, le 10 août 2016, l'armée congolaise, soutenue par la Force de la MONUSCO, a mené une opération militaire dans la région située à 10 kilomètres au Nord de Luna, et capturé trois (03) éléments supposés appartenir à l'ADF, parmi lesquels une (01) femme.

Le 12 août 2016, les troupes des FARDC soutenues par les Casques bleus de la Force de la MONUSCO, ont engagé les rebelles de l'ADF déployés dans la région de Nadui, récupéré leurs positions, et tué trois (03) d'entre eux.

Quatre (04) militaires des FARDC blessés au cours de ces accrochages, ont été évacués vers Beni.

Le 13 août 2016, des troupes de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO, ont utilisé l'armement lourd, notamment l'artillerie et les mitrailleuses, dans le but d'appuyer les FARDC et de mettre un terme à l'activisme des éléments de l'ADF, au cours d'accrochages dans la région située au Sud-est d'Abialose, à 13 kilomètres au Nord-est d'Oicha.

Le 14 août 2016, des accrochages ont eu lieu entre les FARDC et les éléments de l'ADF dans la région située au Sud-est de Beni, en direction de Paidà, au cours desquels six (06) éléments de l'ADF ont été tués.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Par ailleurs, des éléments supposés appartenir à l'ADF ont organisé une vaste tuerie de civils dans la région de Beni, pendant la période sous examen.

En effet, le 13 août 2016, des présumés éléments de l'ADF ont conduit un massacre à grande échelle de populations civiles dans les localités de Rwangoma (6 kilomètres au Sud-est de Beni), Mbelu et Kisanga, situées dans la région de Beni.

Les victimes revenaient pour la plupart de leurs champs, avant d'être capturés et tués par les assaillants.

Sitôt informées, des troupes du contingent Népalais de la Force de la MONUSCO déployées dans le secteur, ont été promptement déployées dans la zone concernée, dans le but de dominer le terrain, de contrer toute nouvelle attaque contre les populations civiles et d'assurer également leur protection.

Cet incident a provoqué le déplacement de populations civiles, à partir de la région de Beni et d'Eringeti, vers les localités de Luna, Ndalía et Idohu.

Des centaines d'autres déplacés ont été signalés à Beni-centre.

La MONUSCO a rapporté le 14 août 2016 le bilan provisoire de trente et un (31) corps trouvés à la morgue de Beni, et de cinq (05) autres victimes enterrées sur le lieu du massacre.

La Mission onusienne a également tenu le même jour une réunion du Comité de gestion de crise, dans le but d'évaluer la situation sécuritaire prévalant sur le terrain, et d'arrêter des mesures idoines, notamment le renforcement de patrouilles conjointes Force de la MONUSCO-Police onusienne dans la ville de Beni, ainsi que la domination de terrain par des patrouilles vigoureuses dans la région de Rwangoma avec les FARDC.

La Brigade de l'Ituri de la Force de la MONUSCO, a également instruit les bases du contingent Bangladais déployées dans les zones limitrophes avec la province du Nord-Kivu, de demeurer en alerte maximale, d'intensifier les patrouilles dans leur zone de responsabilité et de travailler en étroite collaboration avec les FARDC. Et ce, dans le but d'interdire toute infiltration des éléments de l'ADF dans leur zone de responsabilité, et de protéger également les populations civiles riveraines.

Une délégation composée de responsables civils, militaires et de la Police de la MONUSCO, a effectué le 15 août 2016 une visite opérationnelle dans les localités touchées par l'attaque de l'ADF, notamment Mbelu et Rwangoma, dans le but d'évaluer la situation sécuritaire et d'étudier la mise en application de la Stratégie Opérationnelle Intégrée de Lutte contre l'Insécurité à Beni (SOLIB).

Le 16 août 2016, la MONUSCO a déployé sur le terrain un Comité conjoint chargé d'enquêter sur cet incident, et celui-ci poursuit encore ses investigations.

Un (01) présumé élément de l'ADF impliqué dans cette attaque, a été appréhendé.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans le territoire de Rutshuru, la situation sécuritaire est demeurée volatile et instable, notamment dans la chefferie de Bwito, du fait de l'activisme de groupes armés, lié aux conflits interethniques rapportés dans cette partie de la province.

L'environnement sécuritaire dans la région de Nyanzale a été jugée précaire pendant la période sous examen, suite aux activités négatives menées par les groupes armés, en l'occurrence les Mayi-Mayi Mazembe et la coalition Nyatura-FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda), dans les localités de Kibirizi et de Kikuku.

En effet, dans la nuit du 11 au 12 août 2016, des éléments du groupe Mayi-Mayi Mazembe ont fait incursion dans le quartier Majengo de la localité de Kibirizi, située à 70 kilomètres au Nord-ouest de Rutshuru, et incendié au moins dix (10) maisons.

La Police onusienne a également rapporté que les accrochages entre les éléments du groupe Mayi-Mayi Mazembe et ceux des FDLR dans la localité de Kibirizi, ont provoqué le déplacement de 3.472 ménages vers Vitshumbi, Kanyabayonga, Kiwanja, Rutshuru-centre et Tshengerero.

A cet effet, la MONUSCO a déployé le 10 août 2016 dans la région de Kibirizi une Mission Conjointe d'Evaluation, chargée d'évaluer la situation sécuritaire dans la zone, dans le but d'y apporter des solutions idoines. De plus, les FARDC ont renforcé à la même date leurs positions dans la région, par le déploiement de troupes supplémentaires.

Le même jour, la Force de la MONUSCO a déployé une base opérationnelle sur la colline de Butaya, située dans la région de Kibirizi, dans le but d'interdire l'activisme de groupes armés dans la zone, de dominer le terrain, de rassurer et de protéger les populations civiles.

La Force de la MONUSCO a également intensifié ses patrouilles vigoureuses dans la localité de Nyanzale, dans le but de mettre un terme aux activités négatives de groupes armés.

Dans le territoire de Lubero, l'activisme de différents groupes Mayi-Mayi et de FDLR, a constitué pendant la période sous examen, une source de préoccupation majeure quant à la situation sécuritaire dans cette partie de la province.

Les Forces congolaise et onusienne surveillent étroitement le climat sécuritaire dans ce territoire, dans le but de contrer l'activisme de groupes armés précités.

Au chapitre des redditions dans la province, du 10 août 2016 à ce jour, treize (13) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **douze (12) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et un (01) du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo.**

Au Sud-Kivu, les Forces congolaise et onusienne maintiennent sous leur contrôle l'environnement sécuritaire, et ce, en dépit de l'activisme de quelques groupes armés rapporté dans la province.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Au Tanganyika, le climat sécuritaire est demeuré relativement calme durant la semaine écoulée.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1028** patrouilles armées, dont **382** nocturnes, et fourni **51** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04